

Sujet : [!! SPAM] [INTERNET] GAEC de la Hautefeuille à Erquinghem Lys et la Chapelle d'Armentieres

De : Bailleul Michael <bailleul.michael@orange.fr>

Date : 20/09/2022 10:45

Pour : pref-dcpi-enquete-publique@nord.gouv.fr

Monsieur Le préfet,

Je me permets de revenir vers vous afin de vous exposer ma grande inquiétude quant au projet de méga élevage intensif de porcs situé aux dites communes citées dans l'objet de ce mèl et dont l'épandage est prévu sur plusieurs autres communes.

Loin d'être exhaustif, mon premier courriel s'orientait autour des effets d'un tel équipement sur l'environnement, ainsi que sur le bien être animal.

Je me permets de reprendre ces aspects en étayant davantage mon propos. Je crois fondamentalement en la Science et aux avancées scientifiques; notamment concernant les ravages environnementaux observés dans d'autres territoires (nappes phréatiques souillées, rivières nitratées à haut niveau, strates sédimentales ruinées), et notamment en Bretagne face à l'exploitation porcine à grande échelle. De nombreuses études récentes convoquent l'urgence de rompre avec cette intensité d'exploitation animale. Quelques acteurs et études ayant montré ces désastres environnementaux :

- "L'ONU place l'élevage porcin comme un des contributeurs les plus importants des graves problèmes environnementaux actuels (2006)"

- "Le Conseil scientifique du plan de lutte contre les algues vertes met en garde sur de tels élevages (2010)"

- "The Center for disease control (2011) montre, en sus de la pollution aquatique et minérale que de nombreux contaminants azotés peuvent avoir un lien avec des maladies humaines de types respiratoires et cancérigènes."

- "The Environmental Integrity Project (2011) détaille ces segments d'informations".

- "En décortiquant les données d'ARIA, la base de données du Bureau d'analyse des risques et pollutions industriels (Barpi), franceinfo (20 avril 2021) a pu constater une hausse notable des fuites de lisier dans les élevages porcins (bretons) ces dernières années : de six en huit ans (2008-2015) à douze en quatre ans (2016-2019)".

Mon style télégraphique s'arrête ici mais pourrait englober les nombreuses études d'autres pays voisins tels que la Pologne, la Belgique ou même l'Allemagne qui démontrent que "l'élevage porcin industriel pollue les terres, les eaux et contamine la nature avec des

toxines potentiellement mortelles".

Mis en contexte local, tous ces éléments m'effraient : de nombreuses populations situées le long du cours d'eau (qui sera à proximité immédiate de la future méga porcherie) et qui se déverse dans la Lys, de nombreuses écoles maternelles et élémentaires installées dans un rayon de quelques kilomètres, sans compter toute la richesse de la biodiversité qui sera largement impactée.

Si ce court papier me pose en alarmiste, il est à mon humble avis, totalement véritable de l'être.

J'avance un autre aspect de mon argumentation de citoyen lambda: le bien-être animal.

Sans tomber dans la narration privée qui n'aurait aucun intérêt, je ne suis pas contre l'agriculture (loin de là), ni même un anti-viande. Je suis comme la plupart des gens, j'ai évolué et je me considère désormais comme flexitarien face à l'urgence climatique.

Ce n'est plus le souhait, ni la volonté du consommateur moyen de manger des animaux détenus dans de tels équipements. En filigrane, d'après une étude réalisée récemment par Harris Interactive, "la prise en compte du bien-être animal émerge parmi les combats prioritaires des Français. Si ces derniers ont surtout une image négative des élevages intensifs, plus d'un tiers estiment également qu'aucun mode d'élevage ne respecte les animaux".

"Ainsi, pour 23 % des Français, le bien-être animal fait partie des trois combats de société les plus prioritaires à mener en France aujourd'hui, (Etude Harris Interactive Zooms de l'observatoire Cetelem de 2021) Cette étude montre la préoccupation des Français pour ce sujet, cité comme prioritaire en 6e position, derrière l'environnement et la biodiversité (47 %), la lutte contre les violences faites aux femmes (41 %), le droit et protection des enfants (31 %), la lutte contre les inégalités sociales (28 %), la lutte contre les discriminations (25 %)".

Par ailleurs, mon opinion s'inscrit dans la tendance nationale du droit du vivant : toujours via la même enquête " 61 % des Français estiment que les pouvoirs publics n'agissent pas assez en faveur des animaux. 93% des sondés seraient favorables à un renforcement de la législation et parmi eux, 50 % souhaitent un encadrement plus strict des pratiques".

C'est par conséquent au rythme de ces informations que je me permets de réitérer mon énorme inquiétude et mon opposition absolue face à ce projet qui n'a plus aucune valeur auprès des consommateurs et citoyens.

Ce mèl reflète l'élan, je pense, d'un contemporain, qui souhaite davantage d'éthique et de raison dans l'élevage.

Je vous remercie, une nouvelle fois pour votre attention.

Avec toute ma considération,

Michaël Bailleul

Post scriptum : je n'ai pas évoqué l'empreinte énergivore des semis-remorques pour amener ces animaux à l'abattoir; tout cela étant contraire aux prescriptions nationales.